dèrent, comme héritiers de défunt Mr. Dubord, que le capital de £500 leur fut payé, vu le décret de l'Immeuble affecté à la rente.

Jusqu'à cette époque Mad. l'Appellante n'avoit pas paru devant la Cour, mais ayant appris la démarche des Intimés, elle ne tarda pas à intervenir par une opposition afin de conserver, par laquelle elle allègue le legs à elle fait *sa vie durant* de la Rente constituée en question, la disposition ou legs fait en faveur de Mgr. l'Evêque pour l'éducation des jeunes gens de la famille ou de la paroisse du Testateur, et l'ordre par lui donné de replacer le capital à constitution de rente ou autrement en cas de remboursement *ès mains* de l'Appellante ou de Mgr. l'Evêque.

Elle concluoit à ce que la somme de £500, Capital de la Rente, lui fût payé par le Sheriff & pour faire voir combien il lui étoit essentiel d'obtenir cet argent elle mis devant la Cour l'acte du 22 Août 1817, par lequel elle en avoit déjà disposé au profit de Mr. le Protonotaire Perrault. A cette opposition les Intimés opposèrent, 1^o une Exception péremptoire en Droit temporaire dont ils se sont désistés. 2^o Une Exception péremptoire en Droit perpétuelle par laquelle ils alléguèrent que le fonds ou Capital de ce constitut leur appartenoit comme Héritiers de défunt Mr. J. B. Dubord, soutinrent que l'Appellante ne pouvoit prétendre que les intérêts *sa vie durant*, offrant de les lui payer & de lui en donner bonne & suffisante Caution. 3^o Une Défense au fonds en Droit.

Les parties à l'Enquête admirent leurs qualités respectives et la Cause ayant été entendue au mérite, il dut être évident :

1^o Que les Intimés seuls héritiers de feu Mr. Dubord étoient ses Représentans de plein droit, *le mort saisit le vif*.

2^o Que le legs fait à l'Appellante n'étoit qu'en usufruit, *sa vie durant*, ne concernoit que la Rente et non le capital.

3^o Que le legs perpétuel fait à l'Evêque de Québec *et ses Successeurs* étoit nul comme fait à une corporation sans la permission du Prince.

4^o Que l'Evêque lui-même regardoit ce legs comme nul et caduc, puisqu'il ne réclamoit pas.

5^o Que, quelque fut le legs en loi, caduc ou valable, l'Evêque n'en avoit pas encore obtenu délivrance et qu'il devoit demander cette délivrance aux seuls héritiers légitimes du défunt.

6^o Que si de son chef l'Appellante n'avoit aucun droit au capital de la rente en question, le legs fait à un tiers ne pouvoit pas lui donner ce droit.

7^o Que l'ordre donné par le Testateur de replacer ce capital étoit relatif au legs fait à l'Evêque Catholique de Québec et tomboit avec ce legs.

8^o Que si le décret de l'Immeuble en question équivaloit à un remboursement du capital, ce remboursement devoit être considéré comme fait aux Intimés héritiers du Créancier de la rente et non à l'Appellante ni à Mgr. l'Evêque.

9^o Que les Intimés étoient les propriétaires du fonds et offrant de donner caution à l'Appellante pour le payement de la rente pendant son vivant, la justice exigeoit que la somme leur fut payée comme étant les plus intéressés à sa conservation.

La Cour, par son Jugement du 19 Juin 1819, ordonna que la somme de £500 seroit payé par le Sheriff de ce District aux Intimés en cette cause en par eux donnant bonne et suffisante caution, d'en payer l'intérêt à l'Appellante pendant son vivant, suivant et conformément au Testament de feu Mr. Dubord, et ce à la satisfaction de deux Juges de la Cour ; dépens partagés.—Et c'est de ce Jugement dont est Appel.

Victor. A.